

**AVANT-PROJET DE DECRET PORTANT ASSENTIMENT A L'ACCORD DE
COOPÉRATION ENTRE LA COMMUNAUTE FRANCAISE, LA COMMISSION
COMMUNAUTAIRE COMMUNE ET LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE
RELATIF À L'ACQUISITION ET À LA LIVRAISON DE VACCINS DESTINES
A PROTEGER LES ENFANTS, LES ADOLESCENTS ET LES FEMMES
ENCEINTES**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition de la Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

Après délibération,

ARRETE :

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance est chargée de présenter au Parlement de la Communauté française le projet de décret dont la teneur suit :

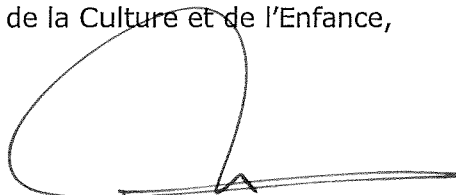
Article unique

Assentiment est donné à l'accord de coopération du _____ entre la Communauté française, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif à l'acquisition et à la livraison de vaccins destinés à protéger les enfants, les adolescents et les femmes enceintes.

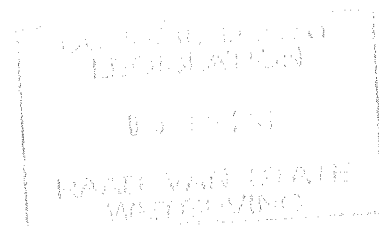
Le Ministre-Président,

Rudy DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,



Alda GREOLI



AVANT-PROJET DE DECRET PORTANT ASSENTIMENT A L'ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LA COMMUNAUTE FRANCAISE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE ET LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE RELATIF À L'ACQUISITION ET À LA LIVRAISON DE VACCINS DESTINES A PROTEGER LES ENFANTS, LES ADOLESCENTS ET LES FEMMES ENCEINTES

Exposé des motifs

La vaccination constitue un des moyens reconnus et éprouvés de lutte contre les maladies infectieuses.

En Belgique, le Conseil Supérieur de la Santé est un organe d'avis qui propose un calendrier vaccinal sur la base d'un recueil et d'une analyse des données scientifiques disponibles. Ce calendrier est régulièrement mis à jour.

La Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune se fondent sur ce calendrier vaccinal pour établir leur programme vaccinal. Ils suivent jusqu'à présent un même programme vaccinal.

Ce programme vaccinal prévoit la vaccination des enfants et des adolescents âgés de 2 mois à 18 ans contre douze maladies qui sont la poliomyélite, la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, la rougeole, la rubéole, les oreillons, l'hépatite B, ainsi que les maladies provoquées par l'*Haemophilus influenzae* de type b, le méningocoque du groupe C, le pneumocoque et le papillomavirus.

Le programme inclut également depuis 2015 le vaccin contre la coqueluche destiné aux femmes enceintes, dans le but de transmettre de manière intra-utérine les anticorps nécessaires à la protection du nourrisson pour ses 8 premières semaines de vies.

Il existe actuellement un accord de coopération du 28 février 2015, auquel le parlement a donné son assentiment, entre la Communauté française, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif à l'achat de vaccins destinés à protéger les enfants, les femmes enceintes et les adolescents. Cet accord de coopération, englobe la dimension de centralisation des commandes et des vaccinations par l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour le compte de ces trois entités.

Cependant, la durée de cet accord de coopération est limitée à la durée du marché lancé en vertu de cet accord de coopération. Il est dès lors nécessaire de conclure un nouvel accord de coopération afin de prolonger la coopération entre la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune pour la mise en œuvre du programme vaccinal commun.

En vue de mettre en œuvre le programme commun de vaccination de façon cohérente et efficace, le présent accord de coopération prévoit pour la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune d'une part, le lancement d'un seul marché public commun qui constitue une centrale d'achat sous forme d'activités d'achat auxiliaires et d'autre part, une centralisation des commandes. Ainsi, il est confié à l'Office de la Naissance et de l'Enfance d'être en charge du lancement et de l'exécution du marché public et d'assurer le développement et la maintenance de la plateforme électronique E-VAX par le biais de laquelle les vaccinateurs peuvent commander les vaccins visés par la centrale d'achat. E-VAX est une plateforme électronique sécurisée destinée à commander les doses de vaccins qui leur sont nécessaires ainsi qu'à enregistrer les vaccinations qu'ils réalisent.

Le présent accord de coopération se veut structurel. Son application ne se limite pas à un seul marché public. Dès lors, sur base de cet accord de coopération, plusieurs marchés publics successifs pourront être conclus dans la mesure où leur objet s'inscrit dans le champ d'application matériel du présent accord.

Par ailleurs, le présent accord de coopération vise à rétrocéder à la Communauté germanophone et à la Commission communautaire commune une partie des moyens financiers propres à la politique de vaccination qui, dans le cadre de la Sixième Réforme de l'État, ont été attribués à la Communauté française en lieu et place de la Commission communautaire commune et de la Communauté germanophone.

Commentaire de l'article unique

Article unique : Cet article précise qu'il y a lieu, par voie de décret, de porter assentiment à l'accord de coopération annexé au présent décret.

ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LA COMMUNAUTE FRANCAISE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE ET LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE RELATIF À L'ACQUISITION ET À LA LIVRAISON DE VACCINS DESTINES A PROTEGER LES ENFANTS, LES ADOLESCENTS ET LES FEMMES ENCEINTES

Vu les articles 128, 130 et 135 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 5, § 1^{er}, I, modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'État, et l'article 92 bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment les articles 60, 63, et 68 ;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions, modifiée par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, notamment l'article 47/8 ;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment les articles 4, § 2, et 55 bis, modifiés par les lois des 18 juillet 1990 et 5 mai 1993 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "ONE", notamment l'article 2 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 14 novembre 2013 portant approbation du contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, modifié par ses avenants n°1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Considérant que l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en tant qu'Organisme d'Intérêt Public, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune sont responsables, dans le cadre de leur compétences territoriales et matérielles respectives, de la gestion et de la mise en œuvre d'un programme de vaccination à destination des enfants de 0 à 20 ans et, pour ce qui concerne la coqueluche, des femmes enceintes ; et considérant que le programme de chacune de ces entités se base sur les recommandations formulées par la section « vaccinations » du Conseil supérieur de la Santé mis en place auprès de l'Administration fédérale de la Santé publique ;

Considérant que les programmes de vaccination de l'Office de la Naissance et de l'Enfant, de la Commission communautaire commune et de la Communauté germanophone sont identiques ;

Considérant que, conformément à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et plus spécifiquement à son article 2, ladite loi est applicable tant à la Communauté française, à la Communauté germanophone à la Commission communautaire commune, qu'à l'Office de la Naissance et de l'Enfance en leur qualité de pouvoir adjudicateur ;

Considérant qu'en vertu de l'article 2, 6° et 7° et 47 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, un pouvoir adjudicateur peut constituer une centrale d'achat sous forme

d'activités d'achat auxiliaires et donc acquérir des fournitures destinées à des adjudicateurs ;

Considérant qu'en vertu de l'article 47, §2 de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat sous forme d'activités d'achat auxiliaires est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Considérant que l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en tant qu'organisme d'intérêt public est compétent pour la passation d'une procédure de marché public permettant l'acquisition et la livraison de vaccins à destination des enfants de 0 à 20 ans et, pour ce qui concerne la coqueluche, des femmes enceintes ;

Considérant que la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'État a transféré toute initiative en matière de médecine préventive aux Communautés, en ce compris les mesures relatives à la politique vaccinale, mais que toutefois, la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences a transféré une partie des moyens financiers propres à la politique de vaccination à la Communauté française en lieu et place de la Commission communautaire commune et de la Communauté germanophone ;

Considérant que les moyens financiers propres à la politique de vaccination qui ont été transférés à la Communauté française en lieu et place de la Commission communautaire commune et de la Communauté germanophone doivent leur être rétribués afin de leur permettre de financer leur politique vaccinale ;

Considérant que l'application de l'accord de coopération du 18 février 2015 entre la Communauté française (ONE), la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif à l'achat de vaccins destinés à protéger les enfants, les femmes enceintes et les adolescents est limité au marché public publié au Bulletin des adjudications, le 21 novembre 2014, sous le numéro 5271020 BOA (Belg.) et au Journal Officiel de l'Union européenne, le 25 novembre 2014, sous le numéro 400653 JOUE N° 227;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président et de son Ministre en charge de l'Enfance ;

La Communauté germanophone, représentée par le Ministre-Président et de le Ministre en charge de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales ;

La Commission communautaire commune, représentée par le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune et les Membres du Collège réuni, compétents pour la Politique de la Santé ;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »;

Ont convenu ce qui suit :

Article 1er. Au sens du présent accord de coopération, il y a lieu d'entendre par :

1° vaccinateurs relevant de la Communauté française :

- a) les professionnels de la santé actifs en pratique médicale isolée ou de groupe qui exercent leur profession sur le territoire de la région wallonne de langue française ;
- b) les institutions hospitalières présentes sur le territoire de la région wallonne de langue française ;

- c) les institutions hospitalières universitaires francophones présentes sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- d) les centres de vaccination qui relèvent d'une autorisation ou d'un agrément de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ou qui sont directement organisés par lui, à l'instar des consultations pour enfants, des Services de Promotion de la Santé à l'École ou des Milieux d'Accueil de la Petite Enfance ;
- e) les centres psycho-médicosociaux organisés par la Communauté française et remplissant les missions de Promotion de la Santé à l'École.

2° vaccinateurs relevant de la Commission communautaire commune :

- a) les professionnels de la santé actifs en pratique médicale isolée ou de groupe qui exercent leur profession sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- b) les institutions hospitalières présentes sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, à l'exclusion des hôpitaux universitaires ;

3° vaccinateurs relevant de la Communauté germanophone :

- a) les professionnels de la santé actifs en pratique médicale isolée ou de groupe qui exercent leur profession sur le territoire de la région de langue allemande ;
- b) les institutions hospitalières présentes sur le territoire de la région de langue allemande ;
- c) les Kaleido-Ostbelgien (Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen), qui organise les vaccinations selon leur mission dans le cadre des soins de santé préventifs pour les enfants et les adolescents.

4° plateforme électronique E-VAX :

Plate-forme électronique sécurisée accessible à distance permettant la collecte des commandes de vaccins et la tenue d'un registre vaccinal centralisé.

Article 2. Le présent accord concerne, d'une part, des compétences de la Communauté française, dévolues à l'Office de la Naissance et de l'Enfance, et de la Communauté germanophone visées à l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et, d'autre part, des compétences de la Commission communautaire commune visées à l'article 63, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Article 3. L'Office de la Naissance et de l'Enfance constitue une centrale d'achat sous forme d'activités d'achat auxiliaires et se charge de la procédure de passation du marché pour l'acquisition et la livraison de vaccins destinés à protéger les enfants et les adolescents contre la poliomyélite, la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, la rougeole, la rubéole, les oreillons, l'hépatite B, les infections par le virus du papillome humain ainsi que les maladies invasives à *Haemophilus influenzae* B, le pneumocoque et le méningocoque C, ainsi qu'à protéger les femmes enceintes contre la coqueluche.

Lors de la constitution de ladite centrale d'achat sous forme d'activités d'achats auxiliaires, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune sont identifiées comme adjudicateurs bénéficiaires, le cas échéant potentiel, de la centrale d'achat.

La Communauté germanophone et la Commission communautaire commune sont dès lors dispensées d'organiser elles-mêmes une telle procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Communauté germanophone et le Collège réuni de la Commission communautaire commune peuvent conjointement, par l'adoption d'un accord de coopération d'exécution, élargir ou limiter la liste des vaccins visée au présent article. Ces vaccins doivent s'inscrire en cohérence avec les recommandations formulées par le Conseil supérieur de la Santé.

Article 4. L'Office de la Naissance et de l'Enfance reste seul responsable pour l'application des modalités d'exécution du marché visé à l'article 3. Lui seul peut faire application des mesures d'office ainsi que des modifications unilatérales de marché.

Les adjudicataires envoient directement les factures des vaccins commandés par les vaccinateurs à l'autorité dont ces vaccinateurs relèvent.

La Communauté germanophone et la Commission communautaire commune restent pleinement responsables du paiement des commandes passées par les vaccinateurs relevant, respectivement, de la Communauté germanophone et de la Commission communautaire commune.

Les parties à l'accord ne peuvent être tenues responsable solidairement ou *in solidum* des défauts d'exécution par une autre partie de ses obligations découlant du présent accord de coopération ou du contrat conclu avec les adjudicataires.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du processus de marché pour la Communauté française est l'Administrateur général de l'ONE.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du processus de marché pour la Communauté germanophone est le secrétaire général du Ministère de la Communauté germanophone.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du processus de marché pour la Commission communautaire commune est le Fonctionnaire dirigeant des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune.

Article 5. L'Office de la Naissance et de l'Enfance, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune procèdent au paiement des quantités de vaccins commandés, conformément à l'article 6 et selon les documents du marché visé à l'article 3, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par le ou les adjudicataires à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les trente jours calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que l'Office de la Naissance et de l'Enfance, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, chacune pour ce qui les concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Article 6. Les commandes de vaccins visés à l'article 3 doivent être introduites par le biais de la plateforme E-VAX ou par le biais du formulaire de format papier visé à l'alinéa 5 du présent article.

Afin d'assurer la collecte des commandes de vaccins émanant des différentes catégories de vaccinateurs concernés par la mise en œuvre de la politique vaccinale, et de centraliser les vaccinations réalisées, l'Office de la Naissance et de l'Enfance assure le développement et la maintenance de la plateforme électronique E-VAX.

L'Office de la Naissance et de l'Enfance met à la disposition des vaccinateurs relevant de la Communauté française, de la Communauté germanophone et de la Commission communautaire commune, sans contrepartie financière, la plate-forme électronique E-VAX.

Chacune des parties à l'accord peut laisser ou non aux vaccinateurs qui relèvent de ses compétences le libre choix d'utiliser ou non la plate-forme électronique E-VAX.

L'Office de la Naissance et de l'Enfance permet aux vaccinateurs qui n'ont pas accès à la plateforme électronique E-VAX, moyennant l'accord de l'autorité dont il relève, de commander les vaccins du programme de vaccination au moyen de formulaires de commande au format papier.

Article 7. À partir de l'année budgétaire 2019, la Communauté française rétrocède annuellement les montants suivants :

- 144.000 euros pour la Communauté germanophone ;
- 1.189.000 euros pour la Commission communautaire commune.

A partir de l'année 2020, ces montants sont indexés chaque année sur base du montant fixé l'année antérieure, multiplié par le rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année considérée et celui du mois de janvier de l'année antérieure.

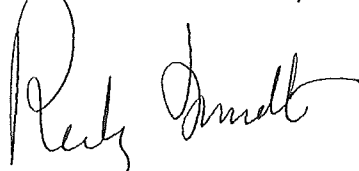
Article 8. L'accord de coopération du 18 février 2015 entre la Communauté française (ONE), la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif à l'achat de vaccins destinés à protéger les enfants, les femmes enceintes et les adolescents est abrogé.

Article 9. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge du dernier acte d'assentiment émanant des parties contractantes.

Fait à Bruxelles, le 13.12.2018 , en trois exemplaires originaux en français, néerlandais et en Allemand.

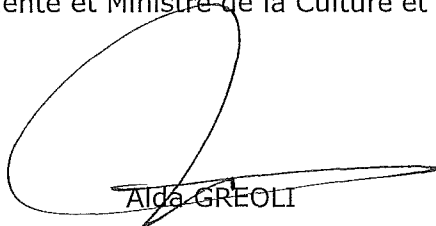
Pour la Communauté Française :

Le Ministre-Président,



Rudy DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,



Aida GREOLI

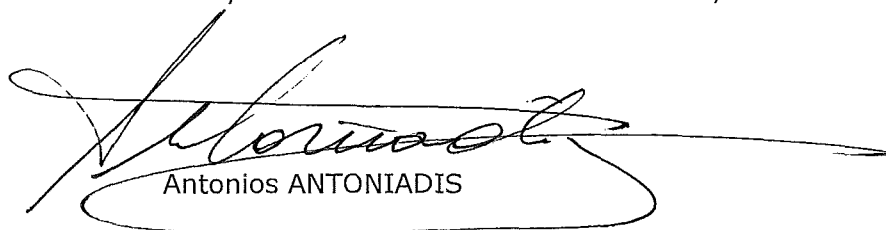
Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,



Oliver PAASCH

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales,



Antonios ANTONIADIS

Pour la Commission communautaire commune :

Le président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,

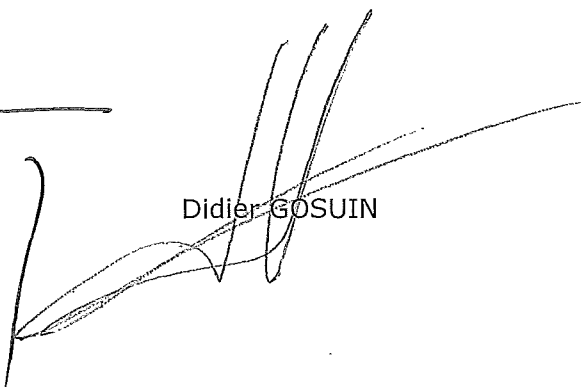


Rudi VERVOORT

Les membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, compétents
pour la Politique de Santé,



Guy VANHENGEL



Didier GOSUIN

ZUSAMMENARBEITSABKOMMEN ZWISCHEN DER FRANZÖSISCHEN GEMEINSCHAFT, DER GEMEINSAMEN GEMEINSCHAFTSKOMMISSION UND DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT ZUR BESCHAFFUNG UND LIEFERUNG VON IMPFSTOFFEN FÜR KINDER, JUGENDLICHE UND SCHWANGERE

Aufgrund der Artikel 128, 130 und 135 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 5 §1 I, abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 bezüglich der sechsten Staatsreform, und Artikel 92bis §1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, vor allem der Artikel 60, 63 und 68;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 zur Reform der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, zur Erweiterung der steuerlichen Autonomie der Regionen und zur Finanzierung der neuen Zuständigkeiten, vor allem Artikel 47/8;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, vor allem der Artikel 4 §2, und 55bis, abgeändert durch die Gesetze vom 18. Juli 1990 und vom 5. Mai 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 17. Juli 2002 zur Reform des Office de la Naissance et de l'Enfance, abgekürzt "ONE", vor allem Artikel 2;

Aufgrund des Gesetzes vom 17. Juni über öffentliche Aufträge;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 14. November 2013 zur Genehmigung des Geschäftsbesorgungsvertrags des Office de la Naissance et de l'Enfance, abgeändert durch die Änderungsverträge 1, 2, 3, 4, 5, 6 und 7;

In Erwägung, dass das „Office de la Naissance et de l'Enfance“ als Einrichtung öffentlichen Interesses, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission im Rahmen ihrer jeweiligen territorialen und materiellen Zuständigkeit für die Verwaltung und die Umsetzung des Impfprogramms für Kinder zwischen 0 und 20 Jahren und Schwangere bezüglich Keuchhusten verantwortlich sind; und in Erwägung, dass das Programm für jede dieser Teilstaaten auf den Empfehlungen der Abteilung „Impfungen“ des Hohen Gesundheitsrats des Föderalen öffentlichen Dienstes für Volksgesundheit beruht;

In Erwägung, dass die Impfprogramme des Office de la Naissance et de l'Enfance, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft identisch sind;

In Erwägung, dass entsprechend dem Gesetz vom 17. Juni 2016 über öffentliche Aufträge und genauer seinem Artikel 2, dieses Gesetz sowohl für die Französische Gemeinschaft, die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Gemeinsame Gemeinschaftskommission und das Office de la Naissance et de l'Enfance in ihrer Eigenschaft als Auftraggeber gilt;

In Erwägung, dass aufgrund von Artikel 2 Nummern 6 und 7 und Artikel 47 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über öffentliche Aufträge, ein Auftraggeber eine zentrale

Beschaffungsstelle in Form von Beschaffungshilfstätigkeiten bilden und somit den Bedarf für den Auftraggeber einkaufen kann;

In Erwägung, dass aufgrund Artikel 47 §2 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 ein Auftraggeber, der auf eine zentrale Beschaffungsstelle in Form von Beschaffungshilfstätigkeiten zurückgreift, von der Verpflichtung zur Durchführung eines Vergabeverfahrens befreit ist;

In Erwägung, dass das Office de la Naissance et de l'Enfance, als Einrichtung öffentlichen Interesses, für das öffentliche Vergabeverfahren zu Beschaffung und Bereitstellung von Impfstoffen für Kinder von 0 bis 20 Jahren und, bezüglich Keuchhusten, für Schwangere, befugt ist;

In Erwägung, dass das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform sämtliche Initiativen zur Präventivmedizin den Gemeinschaften übertragen hat, einschließlich der Maßnahmen zur Impfpolitik, jedoch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 zur Reform der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, zur Erweiterung der steuerlichen Autonomie der Regionen und zur Finanzierung der neuen Zuständigkeiten einen Teil der Finanzmittel für die Impfpolitik der Französischen Gemeinschaft anstelle der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft übertragen hat;

In Erwägung, dass die Finanzmittel für die Impfpolitik, die der Französischen Gemeinschaft anstelle der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft übertragen wurden, wieder an diese zurückgehen müssen, damit sie ihre Impfpolitik finanzieren können;

In Erwägung, dass die Anwendung der Zusammenarbeitsvereinbarung vom 18. Februar 2015 zwischen der Französischen Gemeinschaft (ONE), der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Beschaffung der Impfstoffe zum Schutz von Kindern, Schwangeren und Jugendlichen auf den im Mitteilungsblatt für Auftragsvergabe veröffentlichten öffentlichen Auftrag (21. November 2014, Nummer 5271020 BOA (Belg.) und 25. November 2014, 400653, Amtsblatt der Europäischen Union Nr. 227) begrenzt ist;

Haben die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten und ihren Minister für Jugend;

die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch den Ministerpräsidenten und den Minister für Familie, Gesundheit und Soziales;

die Gemeinsame Gemeinschaftskommission, vertreten durch den Vorsitzenden des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und die Mitglieder des Vereinigten Kollegiums, zuständig für die Gesundheitspolitik;

Nachfolgend als "Vertragspartner" bezeichnet;

Folgendes vereinbart:

Artikel 1. Bei der Anwendung dieses Zusammenarbeitsabkommens versteht man unter:

1. Impffärzte der Französischen Gemeinschaft:

- a) in Einzel- oder Gruppenarztpraxen tätige Gesundheitsfachkräfte, die ihren Beruf im Gebiet der französischsprachigen wallonischen Region ausüben;
- b) die Krankenhäuser, die sich im Gebiet der französischsprachigen wallonischen Region befinden;

- c) die französischsprachigen Universitätskrankenhäuser, die sich im Gebiet der zweisprachigen Region Brüssel-Hauptstadt befinden;
- d) die vom Office de la Naissance et de l'Enfance genehmigten oder zugelassenen oder direkt von ihm geführten Impfstellen, wie z.B. die Sprechstunden für Kinder, die Gesundheitsförderung in der Schule oder die Betreuungsstätten für Kleinkinder;
- e) die von der Französischen Gemeinschaft organisierten psycho-medizinisch-sozialen Zentren, die mit der Gesundheitsförderung an den Schulen beauftragt sind.

2. Impfähzte der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission

- a) in Einzel- oder Gruppenarztpraxen tätige Gesundheitsfachkräfte, die ihren Beruf im zweisprachigen Gebiet Region Brüssel-Hauptstadt ausüben;
- b) die französischsprachigen Krankenhäuser, die sich im Gebiet der zweisprachigen Region Brüssel-Hauptstadt befinden, mit Ausnahme der Universitätskrankenhäuser;

3. Impfähzte der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- a) in Einzel- oder Gruppenarztpraxen tätige Gesundheitsfachkräfte, die ihren Beruf im deutschen Sprachgebiet ausüben;
- b) die Krankenhäuser, die sich im deutschen Sprachgebiet befinden;
- c) Kaleido-Ostbelgien (Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen), das seinem Auftrag entsprechend im Rahmen der Gesundheitsvorsorge für Kinder und Jugendliche Impfungen durchführt.

4. Elektronische Plattform E-VAX:

Gesicherte, einfach zugängliche elektronische Plattform, die die Erhebung von Impfstoffbestellungen und die Führung eines zentralen Impfregisters ermöglicht.

Artikel 2. Das vorliegende Abkommen betrifft einerseits Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, die dem Office de la Naissance et de l'Enfance übertragen wurden, und Befugnisse der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die in Artikel 5 §1 I des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über die institutionellen Reformen angeführt werden, und andererseits die Befugnisse der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, die in Artikel 63 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen aufgeführt sind.

Artikel 3. Das Office de la Naissance et de l'Enfance stellt eine zentrale Beschaffungsstelle in der Form von Beschaffungshilfstätigkeiten dar und übernimmt das Vergabeverfahren für die Beschaffung und Bereitstellung von Impfstoffen für Kinder und Jugendliche, um diese vor Polio, Diphtherie, Keuchhusten, Tetanus, Masern, Röteln, Mumps, Hepatitis B, Infektionen durch den humanen Papillomavirus sowie invasive Erkrankungen durch Haemophilus Influenzae Typ B, Pneumokokken und Meningokokken C sowie Schwangere vor Keuchhusten zu schützen.

Bei der Einrichtung dieser zentralen Beschaffungsstelle in Form von Beschaffungshilfstätigkeiten sind die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission gegebenenfalls als begünstigte Auftraggeber der zentralen Beschaffungsstelle festgelegt.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission sind daher von der Durchführung eines Vergabeverfahrens für einen öffentlichen Auftrag zu demselben Projekt befreit.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft, die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und das Vereinigte Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission können die Liste der in diesem Artikel aufgeführten Impfstoffe gemeinsam durch die Verabschiedung eines ausführenden Zusammenarbeitsabkommens erweitern oder einschränken. Dies Impfstoffe müssen den Empfehlungen des Hohen Gesundheitsrats entsprechen.

Artikel 4. Das Office de la Naissance et de l'Enfance bleibt alleinig für die Anwendung der Durchführungsbestimmungen für die in Artikel 3 erläuterte Beschaffung verantwortlich. Sie allein kann von Amts wegen Maßnahmen veranlassen oder einseitige Anpassungen des Beschaffungswesens vornehmen.

Die Auftraggeber schicken die Rechnungen für die von den Impfärzten bestellten Impfstoffe direkt an die Behörde, der die Impfärzte jeweils unterstellt sind.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission haften nach wie vor voll und ganz für die Begleichung der Bestellungen der Impfärzte, die der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission unterstehen.

Die Vertragsparteien haften nicht solidarisch oder *in solidum* für die Nichteinhaltung der aus diesem Abkommen oder aus dem mit den Auftraggebern geschlossenen Vertrag hervorgehenden Verpflichtungen einer anderen Partei.

Der leitende Beamte für die Steuerung und Kontrolle der Durchführung des Vergabeverfahrens für die Französische Gemeinschaft ist der Geschäftsführer des ONE.

Der leitende Beamte für die Steuerung und Kontrolle der Durchführung des Vergabeverfahrens für die Deutschsprachige Gemeinschaft ist der Generalsekretär des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Der leitende Beamte für die Steuerung und Kontrolle der Durchführung des Vergabeverfahrens für die Gemeinsame Gemeinschaftskommission ist der zuständige Beamte für die Leitung der Dienste des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission.

Artikel 5. Das Office de la Naissance et de l'Enfance, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission bezahlen die bestellten Impfstoffe gemäß Artikel 6 und den Dokumenten des in Artikel 3 aufgeführten Beschaffungswesens entsprechend, nachdem sie die durch den oder die Auftraggeber im Anschluss an die Belieferung erstellten Rechnungen überprüft und genehmigt haben.

Die Bezahlung der Lieferungen erfolgt innerhalb von 30 Tagen ab dem Tag, an dem die Formalitäten für die Entgegennahme abgeschlossen sind, soweit das Office de la Naissance et de l'Enfance, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission, jeweils für die sie betreffenden Angelegenheiten, über die rechtmäßig erstellte Rechnung und eventuelle weitere geforderte Unterlagen verfügen.

Artikel 6. Die in Artikel 3 aufgeführten Bestellungen von Impfstoffen müssen über die Plattform E-VAX oder über das in Absatz 5 dieses Artikels benannte Papierformular eingehen.

Um die Erhebung der Impfstoffbestellungen seitens der verschiedenen Kategorien der von der Durchführung der Impfpolitik betroffenen Impfärzte sicherzustellen, und um die durchgeführten Impfungen zu zentralisieren, sorgt das Office de la Naissance et de l'Enfance für die Entwicklung und die Instandhaltung der elektronischen Plattform E-VAX.

Das Office de la Naissance et de l'Enfance stellt den Impfähzten der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission die elektronische Plattform E-VAX unentgeltlich zur Verfügung.

Jede der Vertragsparteien kann den unter ihre Befugnis fallenden Impfähzten die Nutzung der elektronischen Plattform E-VAX freistellen oder nicht.

Das Office de la Naissance et de l'Enfance ermöglicht es den Impfähzten, die keinen Zugang zur elektronischen Plattform E-VAX haben, mittels Zustimmung seitens der Behörde, der sie unterstellt sind, die Impfstoffe des Impfprogramms über die Bestellformulare in Papierform zu bestellen.

Artikel 7. Ab dem Haushaltsjahr 2019 überträgt die Französische Gemeinschaft folgende Beträge zurück:

- 144.000 Euro für die Deutschsprachige Gemeinschaft;
- 1.189.000 Euro für die Gemeinsame Gemeinschaftskommission.

Ab 2020 werden diese Beträge jedes Jahr auf der Grundlage des für das Vorjahr festgelegten Betrags indexiert, multipliziert mit dem Verhältnis zwischen dem Gesundheitsindex für Januar des betreffenden Jahres und dem für Januar des Vorjahres.

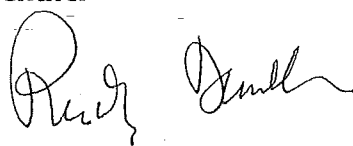
Artikel 8. Die Zusammenarbeitsvereinbarung vom 18. Februar 2015 zwischen der Französischen Gemeinschaft (ONE), der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Beschaffung von Impfstoffen zum Schutz von Kindern, Schwangeren und Jugendlichen wird aufgehoben.

Artikel 9. Dieses Zusammenarbeitsabkommen tritt am Tag der Veröffentlichung der letzten Billigung der Vertragsparteien im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Geschehen zu Brüssel, am 13.12.2018, in drei Originalausfertigungen in deutscher, französischer und niederländischer Sprache.

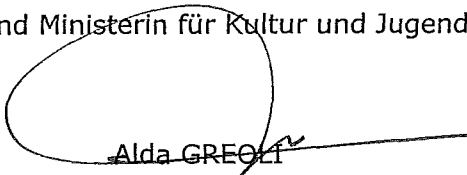
Für die Französische Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,



Rudy DEMOTTE

Die Vize-Ministerpräsidentin und Ministerin für Kultur und Jugend,



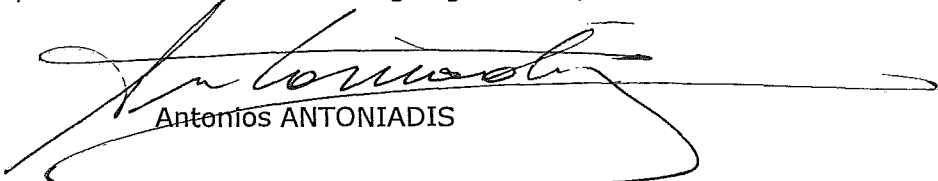
Für die Deutschsprachige Gemeinschaft;

Der Ministerpräsident,



Oliver PAASCH

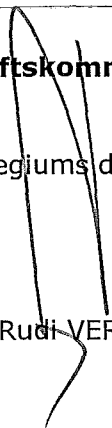
Der Minister für Familie, Gesundheit und soziale Angelegenheiten,



Antonios ANTONIADIS

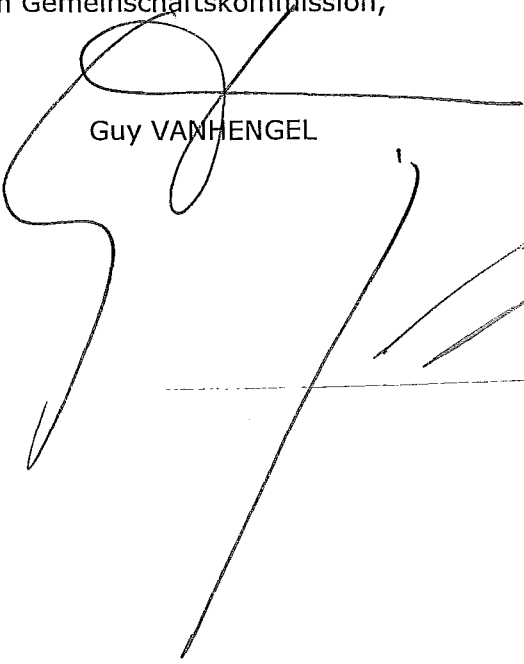
Für die Gemeinsame Gemeinschaftskommission.

Der Vorsitzende des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission.

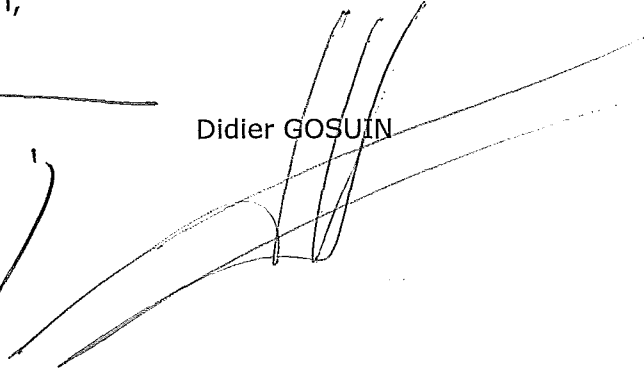


Rudi VERVOORT

Die für die Gesundheitspolitik zuständigen Mitglieder des Vereinigten Kollegiums der
Gemeinsamen Gemeinschaftskommission,



Guy VANHENGEL



Didier GOSUIN

**SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN DE FRANSE GEMEENSCHAP, DE
GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE EN DE
DUITSTALIGE GEMEENSCHAP BETREFFENDE DE AANKOOP EN
LEVERING VAN VACCINS TER BESCHERMING VAN KINDEREN,
ADOLESCENTEN EN ZWANGERE VROUWEN**

Gelet op de artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 5, §1, I, gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de zesde staatshervorming, en artikel 92bis, §1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, met name de artikelen 60, 63 en 68;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en gewesten, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, met name artikel 47/8;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, met name de artikelen 4, §2, en 55bis, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1990 en 5 mei 1993;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van het Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort "ONE", met name artikel 2;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het decreet van de regering van de Franse Gemeenschap van 14 november 2013 houdende goedkeuring van de beheersovereenkomst van het Office de la Naissance et de l'Enfance, gewijzigd door de avenanten nr. 1, 2, 3, 4, 5, 6 en 7;

Overwegende dat het Office de la Naissance et de l'Enfance als instelling van openbaar nut, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, binnen hun respectieve territoriale en materiële bevoegdheden, verantwoordelijk zijn voor het beheer en de uitvoering van een vaccinatieprogramma voor kinderen van 0 tot 20 jaar en, wat kinkhoest betreft, voor zwangere vrouwen; en overwegende dat het programma van elk van die entiteiten gebaseerd is op de aanbevelingen van de sectie vaccinaties van de Hoge Gezondheidsraad, opgericht bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid;

Overwegende dat de vaccinatieprogramma's van het Office de la Naissance et de l'Enfance, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap identiek zijn;

Overwegende dat de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en met name artikel 2, van toepassing is op de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie én het Office de la Naissance et de l'Enfance in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat op grond van de artikelen 2, 6° en 7° en 47 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten een aanbestedende overheid een aankoopcentrale kan

oprichten in de vorm van aanvullende aankoopactiviteiten en dus leveringen kan verwerven die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Overwegende dat op grond van artikel 47, §2 van de wet van 17 juni 2016 een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale in de vorm van aanvullende aankoopactiviteiten, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Office de la Naissance et de l'Enfance, als instelling van openbaar nut, bevoegd is voor de plaatsingsprocedure van de overheidsopdracht voor de aankoop en levering van vaccins voor kinderen van 0 tot 20 jaar en, met betrekking tot kinkhoest, zwangere vrouwen;

Overwegende dat bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de zesde staatshervorming alle initiatieven op het gebied van preventieve geneeskunde aan de gemeenschappen werden overgedragen, met inbegrip van de maatregelen inzake het vaccinatiebeleid, maar dat bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, een deel van de financiële middelen bestemd voor het vaccinatiebeleid werden overgedragen aan de Franse Gemeenschap in plaats van aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap;

Overwegende dat de voor het vaccinatiebeleid bestemde financiële middelen die werden overgedragen aan de Franse Gemeenschap in plaats van aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap, aan laatstgenoemden moeten worden betaald zodat ze hun vaccinatiebeleid kunnen financieren;

Overwegende dat de toepassing van het samenwerkingsakkoord van 18 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap (ONE), de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aankoop van vaccins ter bescherming van kinderen, zwangere vrouwen en adolescenten beperkt is tot de overheidsopdracht gepubliceerd op 21 november 2014 in het Bulletin der Aanbestedingen onder het nummer 5271020 BOA (Belg.) en op 25 november 2014 in het Publicatieblad van de Europese Unie onder het nummer 400653 PB nr. 227;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de regering in de persoon van de minister-president en de minister bevoegd voor Kinderen;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de minister-president en de minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden;

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid;

Hierna "de partijen bij het akkoord" genoemd;

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1. In de zin van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:

1° vaccineurs onder de bevoegdheid van de Franse gemeenschap:

- a) de gezondheidswerkers met een eigen praktijk of in een groepspraktijk die hun beroep op het grondgebied van het Franstalige Waalse Gewest uitoefenen;

- b) de ziekenhuisinstellingen op het grondgebied van het Franstalige Waalse Gewest;
- c) de Franstalige universitaire ziekenhuisinstellingen op het grondgebied van het tweetalige gewest Brussel-Hoofdstad;
- d) de vaccinatiecentra die onderworpen zijn aan de toestemming of goedkeuring van het Office de la Naissance et de l'Enfance of de diensten die rechtstreeks door het ONE worden georganiseerd, zoals consultaties voor kinderen, diensten voor gezondheidsbevordering op school of kinderopvangdiensten;
- e) de psycho-medisch-sociale centra van de Franse gemeenschap die de opdrachten voor gezondheidsbevordering op school uitvoeren.

2° vaccinateurs onder de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

- a) de gezondheidswerkers met een eigen praktijk of in een groepspraktijk die hun beroep uitoefenen op het grondgebied van het tweetalige gewest Brussel-Hoofdstad;
- b) de ziekenhuisinstellingen op het grondgebied van het tweetalige gewest Brussel-Hoofdstad, met uitzondering van de universitaire ziekenhuizen;

3° vaccinateurs onder de bevoegdheid van de Duitstalige Gemeenschap:

- a) de gezondheidswerkers met een eigen praktijk of in een groepspraktijk die hun beroep uitoefenen op het grondgebied van het Duitse taalgebied;
- b) de ziekenhuisinstellingen op het grondgebied van het Duitse taalgebied;
- c) het Kaleido-Ostbelgien (Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen), dat de vaccinaties organiseert volgens hun opdracht in het kader van de preventieve gezondheidszorg voor kinderen en adolescenten.

4° het digitale platform E-VAX:

Beveiligd digitaal platform dat op afstand geraadpleegd kan worden om vaccinbestellingen te verzamelen en een gecentraliseerd vaccinregister bij te houden.

Artikel 2. Dit akkoord betreft enerzijds de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap die zijn overgedragen aan het Office de la Naissance et de l'Enfance en de Duitstalige Gemeenschap, zoals vermeld in artikel 5, eerste lid, I, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en anderzijds de bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, zoals vermeld in artikel 63, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Artikel 3. Het Office de la Naissance et de l'Enfance richt een aankoopcentrale op in de vorm van aanvullende aankoopactiviteiten en staat in voor de plaatsingsprocedure van de overheidsopdracht voor de verwerving en levering van vaccins, bestemd voor de bescherming van kinderen en adolescenten tegen poliomyelitis, difterie, kinkhoest, tetanus, mazelen, rubella, bof, hepatitis B, infecties door het humaan papillomavirus en de invasieve ziekten veroorzaakt door haemophilus influenzae B, pneumokokken en de meningokokken C, alsook voor de bescherming van zwangere vrouwen tegen kinkhoest.

Bij de oprichting van die aankoopcentrale in de vorm van aanvullende aankoopactiviteiten kunnen de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie eventueel begunstigde aanbestedende overheden van de aankoopcentrale zijn.

De Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zijn dus vrijgesteld van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren voor een overheidsopdracht met hetzelfde voorwerp.

De regering van de Franse Gemeenschap, de regering van de Duitstalige Gemeenschap en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kunnen de in dit artikel vermelde lijst van vaccins gezamenlijk uitbreiden of beperken via een uitvoerend samenwerkingsakkoord. Die vaccins moeten in overeenstemming zijn met de aanbevelingen van de Hoge Gezondheidsraad.

Artikel 4. Het Office de la Naissance et de l'Enfance blijft als enige verantwoordelijk voor de toepassing van de voorschriften ter uitvoering van de overheidsopdracht vermeld in artikel 3. Alleen het ONE kan ambtshalve maatregelen treffen en eenzijdige wijzigingen aan de overheidsopdracht aanbrengen.

De aanbestedende overheden sturen de facturen voor de vaccins die de vaccinateurs bestelden rechtstreeks naar de overheid waarvan de vaccinateurs afhangen.

De Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie blijven volledig verantwoordelijk voor de betaling van de bestellingen van de vaccinateurs van respectievelijk de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De partijen bij het akkoord kunnen niet hoofdelijk of *in solidum* aansprakelijk worden gesteld wanneer een andere partij haar verplichtingen in dit samenwerkingsakkoord of in het contract met de aanbestedende overheden niet naleeft.

Voor de Franse Gemeenschap is de leidend ambtenaar die de procedure voor de overheidsopdracht leidt en controleert: de administrateur-generaal van het ONE.

Voor de Duitstalige Gemeenschap is de leidend ambtenaar die de procedure voor de overheidsopdracht leidt en controleert: de secretaris-generaal van het ministerie van de Duitstalige Gemeenschap.

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is de leidend ambtenaar die de procedure voor de overheidsopdracht leidt en controleert: de leidend ambtenaar van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Artikel 5. Het Office de la Naissance et de l'Enfance, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betalen de bestelde hoeveelheden vaccins overeenkomstig artikel 6 en volgens de documenten van de overheidsopdracht vermeld in artikel 3, na verificatie en goedkeuring van de facturen die de aanbestedende overheid of overheden opstelde(n) na de levering van die vaccins.

De leveringen worden betaald binnen 30 kalenderdagen na de datum waarop de formaliteiten voor ontvangst zijn vervuld, op voorwaarde dat het Office de la Naissance et de l'Enfance, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, elk voor wat hen betreft, in het bezit zijn van zowel de regelmatig opgestelde factuur als van alle andere eventueel vereiste documenten.

Artikel 6. De in artikel 3 vermelde vaccinbestellingen moeten geplaatst worden via het E-VAX-platform of aan de hand van het papieren formulier vermeld in het vijfde lid van dit artikel.

Het Office de la Naissance et de l'Enfance staat in voor de ontwikkeling en het onderhoud van het digitale platform E-VAX zodat de vaccinbestellingen van de verschillende

categorieën vaccinateurs die het vaccinatiebeleid uitvoeren, verzameld worden en de uitgevoerde vaccinaties gecentraliseerd worden.

Het Office de la Naissance et de l'Enfance stelt het digitale platform E-VAX ter beschikking van de vaccinateurs van de Franse gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, zonder enige financiële compensatie.

Elk van de partijen bij het akkoord kan de vaccinateurs onder haar bevoegdheid al dan niet de vrije keuze geven om het digitale platform E-VAX te gebruiken.

Het Office de la Naissance et de l'Enfance geeft vaccinateurs die geen toegang hebben tot het digitale platform E-VAX, mits akkoord van de bevoegde overheid, de mogelijkheid om de vaccins van het vaccinatieprogramma te bestellen aan de hand van papieren bestelformulieren.

Artikel 7. Vanaf het begrotingsjaar 2019 zal de Franse Gemeenschap jaarlijks de volgende bedragen terugstorten:

- 144.000 euro aan de Duitstalige Gemeenschap;
- 1.189.000 euro aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Vanaf 2020 worden deze bedragen jaarlijks geïndexeerd op basis van het bedrag dat het voorgaande jaar werd vastgesteld, vermenigvuldigd met de gezondheidsindex van januari van het betrokken jaar gecombineerd met die van januari van het voorgaande jaar.

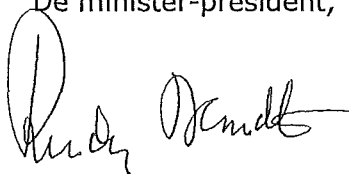
Artikel 8. Het samenwerkingsakkoord van 18 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap (ONE), de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aankoop van vaccins ter bescherming van kinderen, zwangere vrouwen en adolescenten wordt opgeheven.

Artikel 9. Dit samenwerkingsakkoord wordt van kracht op de dag dat de laatste instemmingsakte van de contracterende partijen in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt wordt.

Gedaan te Brussel, op 13.12.2018, in drie originele exemplaren in het Nederlands, Frans en Duits.

Voor de Franse Gemeenschap:

De minister-president,



Rudy DEMOTTE

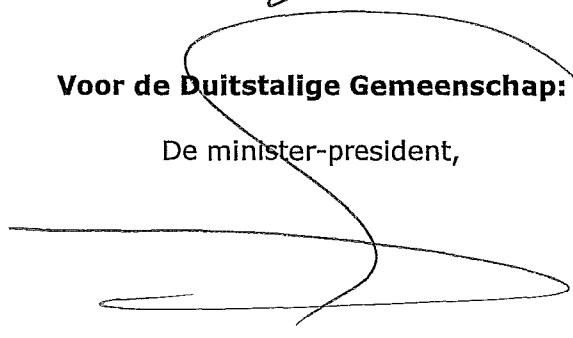
De vicevoorzitter en minister van Cultuur en Kinderen,



Alda GREOLI

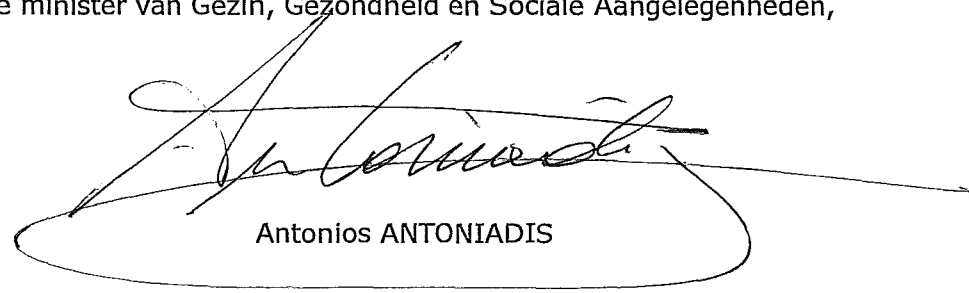
Voor de Duitstalige Gemeenschap:

De minister-president,



Oliver PAASCH

De minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,



Antonios ANTONIADIS

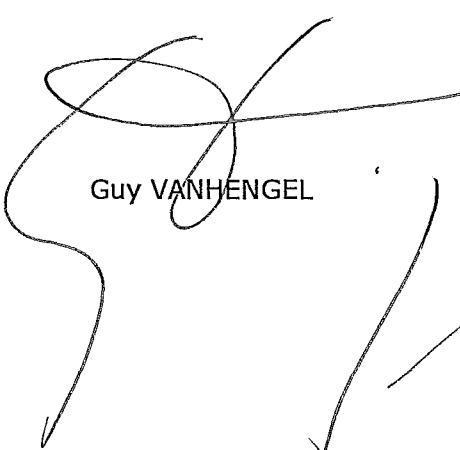
Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,

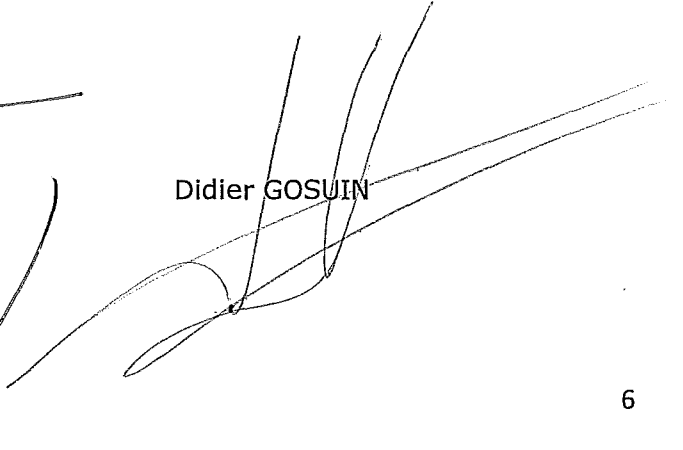


Rudi VERVOORT

De leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,



Guy VANHENGEL



Didier GOSUIN